



ARRETE MINISTERIEL

ANNEE 2020 N° 063 /MJI/ DC/SGM/DACS/SA/076SGG20
FIXANT LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE
DES PETITES CREANCES ET LA PROCEDURE TRANSITOIRE DE
DISTRIBUTION DES AFFAIRES

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION

- Vu la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;*
- vu la loi n° 2020-08 du 23 avril 2020 portant modernisation de la justice ;*
- vu la loi n° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes modifiée et complétée ;*
- vu la loi n° 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin modifiée et complétée ;*
- vu la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;*
- vu le décret n° 2019-396 du 05 septembre 2019 portant composition du Gouvernement ;*
- vu le décret n° 2019-430 du 02 octobre 2019 fixant la structure-type des ministères ;*
- vu le décret n° 2020-079 du 19 février 2020 portant Attributions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de la Justice et de la Législation ;*

ARRETE

CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de la procédure des petites créances ainsi que la procédure transitoire de distribution des affaires.

CHAPITRE II : PROCEDURE DES PETITES CREANCES

Article 2 : Toute partie à un litige dont l'intérêt pécuniaire ne dépasse pas la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, peut saisir la chambre des petites créances.

La procédure de petites créances est introduite, instruite et jugée sur la base du formulaire normalisé prévu à l'annexe du présent arrêté.

Article 3 : Le formulaire de demande peut être déposé sur la plateforme électronique des juridictions ou en double exemplaire physique auprès du greffe de la juridiction compétente.

Article 4 : il est procédé à l'enrôlement conformément aux dispositions des articles 120 et suivants de la loi n° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes modifiée et complétée par la loi n° 2020-08 du 23 avril 2020 portant modernisation de la justice.

Article 5 : Lorsque la notification est assurée par un huissier de justice, celui-ci est désigné par le greffier exclusivement parmi les huissiers de justice ayant leur charge dans le ressort de la juridiction saisie, en suivant la liste établie par le bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice.

Article 6 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires est publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le 2 Décembre 2020

Le Garde des Sceaux, Ministre
de la Justice et de la Législation



Séverin Maxime
Séverin Maxime QUENUM

AMPLIATIONS : SGG 01 - AN 01 - CC 01 - CS 02 - HCJ 01 - CES 01 - HAAC 01 -
AUTRES MINISTERES 22 - DGB/MEF 01 - DGTCP/MEF 01 - CF/MEF 01 - JORB
01 - CHRONO 01 - ARCHIVES 01 – INTERESSES

FORMULAIRE NORMALISÉ DE PROCEDURE
DEVANT LE TRIBUNAL STATUANT EN MATIERE DE PETITES CREANCES

Requête aux fins de saisine du tribunal statuant en matière de petites créances

Litige dont la valeur n'excède pas F CFA cinq millions (5 000 000)

(Articles 768-1 et suivants du Code de procédure civile commerciale sociale administrative et des comptes tel que modifié et complété par la loi n°2020-08 du 23 avril 2020 portant modernisation de la justice)

Formulaire A.1-Demandeur Personne Physique, N° de 1, 1-1, 1-2, ...1-4

Votre identité en tant que (demandeur / demanderesse) :

► Si vous êtes une personne physique, remplissez les rubriques suivantes :

Madame Monsieur

Votre patronyme (nom de famille) :

Vos prénoms :

Vos date et lieu de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| à

Votre nationalité :

Votre profession :

Enseigne de votre entreprise individuelle (facultatif) :

Votre adresse :

Complément d'adresse : _____

Boîte postale |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

Pays : _____

Votre adresse électronique :

_____ @ _____

Votre numéro de téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

A.2- Demandeur Personne Morale

► Si vous êtes une personne morale, remplissez les rubriques suivantes :

Forme de la société (SA, SARL, SNC, SCI, SCP...):

Dénomination :

Représentée par :

Qualité du représentant légal (Gérant, Directeur Général, Administrateur général ...):

Adresse du siège social :

Boîte postale : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

Pays : _____

Votre adresse électronique :

_____ @ _____

Votre numéro de téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Formulaire B.1- Défendeur Personne Physique, N° de 2, 2-1, 2-2, ...2-4

► Si votre adversaire est une personne physique, remplissez les rubriques suivantes :

Madame |_| | Monsieur |_|

Exposez brièvement les motifs de votre demande :

Indiquez les pièces sur lesquelles se fondent votre demande :

Tentative préalable de résolution amiable du litige :

Tentative de conciliation ;

Tentative de médiation ;

Tentative de règlement amiable.

**Formulaire D- Comparution à l'audience – Représentation – Assistance –
Consentement à la transmission électronique, N° 4, 4-1, 4-2...4,5**

Vous devez comparaître à l'audience.

A défaut de comparution :

- 1- votre requête peut être radiée ;
- 2- votre adversaire peut obtenir qu'un jugement soit rendu à votre encontre sur votre propre requête et les seuls éléments produits par lui.

Vous pouvez comparaître en personne |__|

Vous pouvez également vous faire assister ou représenter devant le tribunal |__| :

► par un avocat, |__|

[Maître] [Nom], _____ avocat(e),
dont le cabinet est situé [adresse] _____

► par une personne de votre famille (conjoint ou parent jusqu'au troisième degré inclus),
|__|

[Nom et Prénoms] : _____

[adresse] : _____

► un préposé fondé de pouvoir de votre société |__|.

[Nom et Prénoms] : _____

[adresse] : _____

Votre représentant, s'il n'est pas avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial qui lui donne qualité pour vous représenter au cours de la procédure. En pratique, ce pouvoir est établi par écrit, suivant la formule : « Je soussigné(e), X, donne pouvoir à Y, (préciser le lien de parenté, d'alliance ou de subordination) pour me représenter dans le litige qui m'oppose à Z devant la juridiction de W ».

Consentement à la transmission électronique des avis, récépissés, convocations |__|

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (prénom, nom) : _____
certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à :

Le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature

Formulaire E- Observations du défendeur, N° 5, 5-1, 5-2, ...5,6

Observations du(des) défendeur(s)

en réponse à la saisine du tribunal statuant en matière de petites créances

E-1 Défendeur Personne Physique

Confirmation de votre identité (défendeur) :

► Si vous êtes une personne physique, remplissez les rubriques suivantes :

Madame |_|_| Monsieur |_|_|

Votre nom de famille (nom de naissance) :

Vos prénoms :

Vos date et lieu de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| à

Votre nationalité :

Votre profession :

Votre adresse :

Complément d'adresse : _____

Boîte postale |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____ Pays : _____

Votre adresse électronique :

_____ @ _____

Votre numéro de téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

E1- Défendeur Personne Morale

► Si vous êtes une personne morale, remplissez les rubriques suivantes :

Forme de la société (SA, SARL, SNC, SCI, SCP...) :

Dénomination :

Représentée par :

Adresse du siège social :

Adresse électronique : _____ @ _____

Numéro de téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Boîte postale |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____ Pays : _____

Formulaire F- Discussion - Compétence, N° 6, 6-1, 6-2, 6-3...6,7

Vous souhaitez discuter la compétence de la juridiction saisie :

Compétence territoriale :

Compétence matérielle :

La juridiction que vous estimez compétente est :

_____ :

Vous souhaitez soulever d'autres exceptions ou fins de non-recevoir :

Nature et intitulé du moyen :

Exposez sommairement les justifications de ce moyen :

Sur le fond :

Votre position :

Vous acquiescez à la demande :

Vous contestez la demande :

Exposez brièvement les motifs de votre position :

Indiquez les pièces sur lesquelles se fondent votre position :

Vous souhaitez formuler une demande reconventionnelle : OUI NON

Si oui, vous souhaitez obtenir :

L'objet de votre demande ne doit pas dépasser F CFA 5 000 000 :

Exposez brièvement les motifs de votre demande :

Indiquez les pièces sur lesquelles se fonde votre demande :

Formulaire G- Réponse au formulaire et Comparution – Consentement à la communication électronique, N°7, 7-1, 7-2, 7-3...7-6

Vous devez répondre à ce formulaire et comparaître à l'audience.

A défaut de comparution, il peut être entièrement fait droit aux demandes de votre adversaire sur les seuls éléments produits par lui.

Vous pouvez comparaître en personne. I__I

Vous pouvez également vous faire assister ou représenter à cette audience I__I :

► par un avocat I__I :

[Maître] [Nom], _____ avocat(e),
dont le cabinet est situé [adresse] _____

► par une personne de votre famille (conjoint ou parent jusqu'au troisième degré inclus),
I__I :

[Nom et Prénoms] : _____

[adresse] : _____

► par un préposé fondé de pouvoir de votre société. I__I :

[Nom et Prénoms] : _____

[adresse] : _____

Votre représentant, s'il n'est pas avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial qui lui donne qualité pour vous représenter au cours de la procédure. En pratique, ce pouvoir est établi par écrit, suivant la formule : « Je soussigné(e), X, donne pouvoir à Y, (préciser le lien de parenté, d'alliance ou de subordination) pour me représenter dans le litige qui m'oppose à Z devant la juridiction de W ».

Votre consentement à la transmission électronique des avis, récépissés, convocations |__|

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (prénom, nom) : _____

certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à :

Le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature

Formulaire H – Intervention volontaire, N° 8, 8-1, 8-2, 8-3...8-6

Madame |__| Monsieur |__|

Son nom de famille (nom de naissance) :

Ses prénoms :

Sa nationalité :

Sa profession :

Son adresse :

Complément d'adresse :

Boîte postale |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____ Pays : _____

Son adresse électronique : _____@_____

Son numéro de téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Si votre autre adversaire est une personne morale, remplissez les rubriques suivantes :

Forme de la société (SA, SARL, SNC, SCI, SCP...) :

Dénomination :

Représentée par :

Adresse du siège social :

Son adresse électronique : _____@_____

Son numéro de téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Boîte postale |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____ Pays : _____

Formulaire I – Intervention du Ministère public N° 9, 9-1, 9-2, 9-3...9-6

Date : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Le Ministère public

Procureur de la République près le tribunal de

|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

/ |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| **Substitut :**

Observations :

Conclusions :

Signature :

Formulaire J - Instruction de l'affaire, N°10, 10-1, 10-2, 10-3,...10-7

Instruction de l'affaire

Date de réception de la requête : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Date de notification de la requête au (x) défendeur(s) : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Délai accordé au (x) défendeur (s) pour produire ses observations :

|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Date de la conférence préparatoire : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Calendrier de procédure convenu :

Pièces complémentaires produites :

- Demandeur

- Défendeur

Moyens complémentaires développés par les parties

Date de dépôt des dernières observations/pièces des parties : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Dossier mis en délibéré le : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Décision rendue le : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Formulaire K – Décision, N° 11, 11-1, 11-2.....11,7

Composition du tribunal :

Juges :

Ministère public :

Greffier :

Le Tribunal,

Statuant publiquement, contradictoirement |_|_| par défaut |_|_| par décision réputée contradictoire |_|_| en matière civile |_|_| commerciale |_|_| et en dernier ressort ;

Se déclare compétent |_|_|

Se déclare incompétent |_|_|

En cas d'incompétence :

- Renvoie le dossier devant _____ et dit qu'il lui sera transmis par les soins du greffe.
- Réserve les dépens.

En cas de compétence :

- Pour les motifs ci-après sur les autres exceptions et les fins de non-recevoir :

I__I Fait droit au moyen tiré de _____

- Condamne le requérant aux dépens.

I__I le(s) rejette

- Pour les motifs ci-après

Au fond (s'il y a lieu)

Pour les motifs ci-après :

I__I Déclare mal fondé le requérant et le déboute de ses demandes, en le condamnant aux dépens.

I__I Déclare bien fondée la demande ;

- Sur la (les) demande(s)

- Sur la (les) demande(s) reconventionnelle(s) en

- Pour les motifs ci-après

l__l Reçoit la (les) demande(s)

l__l La (les) déclare irrecevable(s)

l__l La (les) rejette

l__l La (les) déclare bien fondée(s)

- Condamne le demandeur l__l le défendeur l__l aux dépens ;

Fait à _____ le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Le Président

Le Greffier

Dispensé d'enregistrement

Formule exécutoire